

AUF

Amener les Congolais à se lancer dans les affaires

4 février 2017 | Martine Letarte - *Collaboration spéciale* | Actualités internationales



Photo: Fondation BDA

Une jeune femme dans une pépinière au Congo.

Ce texte fait partie d'un cahier spécial.

Avec de l'ail, on peut obtenir de l'aïllicine, utilisée comme biopesticide. Avec des graines de moringa, on peut produire de l'huile très recherchée comme hydratant dans l'industrie des cosmétiques. Ce sont des exemples de plantes à valeur ajoutée (PVA). Leur demande est en forte progression

dans le monde et Carole Robert, présidente de la Fondation Biotechnologie pour le développement durable en Afrique (BDA), a voulu permettre aux Congolais et aux Congolaises d'arriver à produire et à transformer des PVA en respectant les normes internationales pour ensuite pouvoir les exporter.

Elle s'est donné ce défi en 2005. Douze ans plus tard, deux cohortes ont été formées dans le cadre de projets pilotes, puis 30 écopreneurs, dont un tiers de femmes, viennent d'être sélectionnés pour démarrer le programme.

L'an dernier, l'Agence universitaire de la Francophonie (AUF) s'est jointe à l'initiative en amenant des professeurs des universités québécoises HEC Montréal, ESG UQAM et Université Laval à travailler avec des professeurs des universités congolaises de Kinshasa, de Lubumbashi, de Goma et de Boma. L'objectif est de permettre aux universités congolaises de jouer un rôle dans le développement de la filière des PVA.

« Les professeurs des universités congolaises pourront s'impliquer au niveau de la formation et du mentorat des écopreneurs, de même qu'en recherche et développement. La mutualisation des connaissances Nord-Sud et Sud-Sud est une façon de pérenniser les impacts du projet », affirme Donald Boulemou Onembote, chef de projet à la Direction régionale Afrique centrale et des Grands Lacs à l'AUF.

Sortir les gens de l'économie informelle

La République démocratique du Congo a plusieurs atouts pour développer la filiale des PVA.

« Ce pays jouit de conditions exceptionnelles en matière de climat, de relief et de biodiversité, explique Carole Robert. Et puis, le pays est grand et il n'est pas enclavé, ce qui facilite l'exportation. »

De plus, la population congolaise est jeune, et une bonne proportion est allée à l'université.

« Mais ils deviennent chômeurs pour la plupart parce qu'il n'y a pas d'économie formelle, pas d'entreprises, pas d'entrepreneuriat, constate Carole Robert qui passe une grande partie de son temps au Congo. Ils vivent dans l'extrême pauvreté, mais ils sont débrouillards. C'est une économie informelle. »

Elle est convaincue que permettre aux Congolais de se lancer dans les affaires dans ce secteur de pointe pourra faire une grande différence.

C'est avec son travail dans le domaine de l'exportation dans les pays de l'ex-URSS au début des 1990 qu'elle a saisi l'impact que pouvait avoir le commerce sur le développement d'un pays. Puis, en faisant son MBA à HEC Montréal au début des années 2000, elle a réfléchi à un projet de développement durable lorsqu'elle a vu qu'il se passait quelque chose du côté des PVA.

L'Organisation mondiale de la Santé (OMS) venait d'ailleurs de publier ses Directives sur les bonnes pratiques agricoles et les bonnes pratiques de récolte relatives aux plantes médicinales.

Son intuition a été bonne.

« En 2005, les PVA représentaient un marché mondial annuel de 63 milliards et, 10 ans plus tard, c'était plus de 84 milliards », précise Carole Robert.

Bâtir le programme et le campus

Au départ, la Fondation BDA est allée frapper aux portes des universités congolaises pour qu'elles donnent des portions du programme de formation.

« La réalité, c'est qu'aucun professeur ne connaissait les normes internationales de contrôle de qualité pour la culture et la transformation de plantes médicinales, explique Mme Robert. Nous avons donc nous-mêmes bâti le programme et formé des professeurs. »

Avec le soutien de plusieurs partenaires, comme la Banque africaine de développement et l'Organisation internationale de la francophonie, la Fondation BDA a bâti son campus de formation avec site d'hébergement, pépinière, jardin botanique, centre de conditionnement, laboratoire de contrôle de la qualité et unité d'assistance aux transactions. Le volet financement des écopreneurs pour qu'ils puissent se lancer dans les affaires est aussi crucial.

« On ne parle pas de microcrédit, mais de montants comme 20 000 \$, 30 000 \$ ou 40 000 \$, précise

Mme Robert. *Pour y arriver, on les accompagne pour qu'ils préviennent leur production. Parce que chaque grand acheteur a ses standards et ils doivent s'y conformer. C'est toute une chaîne d'approvisionnement que nous avons créée pour que l'écopreneur ne soit pas seulement un intermédiaire, mais qu'il puisse vraiment lancer une entreprise durable dans l'économie formelle et créer des emplois. »*

Le choix des participants

Pour s'assurer que son projet soit couronné de succès, la Fondation BDA a porté une attention particulière à la sélection des futurs écopreneurs avec l'aide des universités impliquées.

« Nous voulions des gens qui ont vraiment un potentiel entrepreneurial, qui veulent prendre leur vie en main, qui seront en mesure de réussir toutes les étapes de leur projet d'entreprise pour avoir un véritable impact économique, social et environnemental », affirme Carole Robert.

La Fondation BDA tenait aussi à avoir une bonne proportion de femmes dans le groupe.

« Les femmes font tout là-bas : le travail dans les champs, le commerce, le pain la nuit, et elles vont chercher de l'eau le matin avec le bébé accroché sur le dos, raconte-t-elle. Plusieurs femmes ont leur petite entreprise informelle et tout le monde est content. Mais, lorsqu'elles décident de lancer une vraie entreprise avec pignon sur rue et un compte en banque, d'abord les banques ne veulent généralement pas leur prêter, puis ça dérange souvent le mari. Et, c'est quelque chose pour elles de quitter leur famille le temps de suivre la formation à notre campus. Elles sont très courageuses, très inspirantes. »

Le programme de formation comprend des notions de qualité bien sûr, mais également de biochimie, de chimie des sols, de comptabilité, de gestion des ressources humaines, de logistique, d'emballage et d'exportation.

« C'est un programme exigeant, mais les inscriptions ont largement dépassé nos attentes. Nous pensions avoir une centaine d'inscriptions, nous en avons eu 500. Les Congolais et les Congolaises veulent prendre en main leur destinée. »